

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE

Usine d'AUCHEL (62)
BP 40415
60110 Méru

Références : 0167-2026
Code AIOT : 0007001097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE implanté Boulevard de Mailing Zone Industrielle 62260 Auchel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par appel téléphonique du 05/03/26, l'office français de la biodiversité (O.F.B) a informé les services de l'inspection d'une pollution aux hydrocarbures dans le fossé Rimbert, affluent du ruisseau Le Rimbert à Auchel. Après investigations des réseaux d'eaux pluviales avec le gestionnaire du réseau(l'ACORE), l'O.F.B a déterminé que la pollution était imputable au site I.C.P.E Faurecia à Auchel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE
- Boulevard de Mailing Zone Industrielle 62260 Auchel
- Code AIOT : 0007001097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAURECIA exerce sur le territoire de la commune d' AUCHEL une activité de production de pièces en matières plastiques, par injection, pour l'automobile. Ces pièces sont destinées à l'habillage intérieur des véhicules.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et fonctionne actuellement sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 26 juin 1986.

Compte tenu de la diminution du volume d'activités et de l'arrêt des activités de moussage (rubrique 2660) et de peinture (rubrique 2940), l'exploitant a déposé une demande de déclassement à déclaration des activités du site. Cette demande est en cours d'instruction par les services de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déversements accidentels	Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Entretien des dispositifs de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En sus des actions correctives demandées à l'exploitant, les constats réalisés par l'inspection lors de la visite réalisée le 09/03/26 sur le site Faurecia à Auchel, suite à la pollution constatée dans le cours d'eau voisin du site, conduisent à proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires en matière de prévention des déversements accidentels de produits potentiellement polluants dans l'environnement (art. n°3-4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/86) et de mise à jour du plan des réseaux (art.n°4- II de l'arrêté ministériel du 02 février 1998).

En outre, l'inspection informe le préfet qu'un procès-verbal relevant une contravention a été dressé et transmis au procureur de la république.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déversements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles. A cet effet: <ul style="list-style-type: none">• le stockage et le transvasement des liquides de quelque nature qu'ils soient ne pourront être effectués que sur des aires spécialement aménagées de manière à ce que les liquides accidentellement répandus ne puissent se propager au loin et être déversés directement dans le milieu récepteur,• toutes précautions seront prises pour qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination de la nappe souterraine par les liquides et autres produits stockés et utilisés dans l'établissement.
Constats : Après avoir pris contact avec l'exploitant pour s'assurer de la mise en place des mesures immédiates nécessaires pour limiter l'impact de la pollution sur l'environnement, l'inspection s'est rendu sur le site le 09/03/26. L'exploitant a reconnu être à l'origine de la pollution. Après avoir mené des investigations sur son site, il a indiqué à l'inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- Le flotteur/obturateur de l'un des séparateurs d'hydrocarbures du site semble avoir connu une défaillance et n'a pas fait son office, entraînant le rejet d'huiles hydrauliques dans le réseau des eaux pluviales à l'extérieur du site,- La société chargée du nettoyage des ateliers, rejette les eaux de lavage des sols des ateliers, chargées en huiles, dans une portion du réseau des eaux pluviales du site que l'exploitant croyait reliée au séparateur d'hydrocarbures alors que cela ne semble pas être le cas,- du personnel d'exploitation peut ponctuellement rejeter au réseau des huiles hydrauliques récupérées lors de nettoyage ou de maintenance,- le remplacement récent d'une presse hydraulique a pu entrainer un rejet d'huile hydraulique au réseau. Selon l'exploitant, aucun autre évènement accidentel n'est survenu sur le site à sa connaissance. L'inspection a pu constater à l'extérieur du site, l'écroulement en cours du fossé Rimbart par la société VEOLIA mandatée par FAURECIA. Lors de la visite des installations du site et en particulier des galeries techniques, l'inspection a fait les constats suivants:

- identification d'une fuite d'huile hydraulique sur un flexible dans la galerie technique,
- présence d'une fosse de récupération des huiles hydrauliques destinées à recueillir les fuites sur les presses de l'atelier, l'exploitant a expliqué qu'une pompe réachemine ensuite ces huiles vers la cuve de stockage des huiles usagées.
- une partie des galeries techniques est inaccessible car inondée par un mélange eau/huile (voir photos). L'exploitant a indiqué que cette inondation, due à une fuite d'eau de refroidissement sur une presse, a été constatée le 05 mars et que, bien que concomitante ne semble pas en lien avec la pollution constatée.

L'exploitant a fourni en séance ou transmis après la visite d'inspection, les justificatifs suivants:

- nettoyage du séparateur d'hydrocarbures en date du 05/03/26 (avec BSD associé),
- écrémage du fossé Rimbert en date des 05/03/26 et 09/03/26 (avec BSD associé),
- devis de remplacement du flotteur/obturateur du séparateur d'hydrocarbures et d'installation d'une alarme de détection de niveau d'hydrocarbures,
- pompage du mélange eau/hydrocarbures dans les galeries techniques en date du 10/03/26 (avec BSD associé).

Au jour de la visite, l'origine de la pollution n'était pas clairement identifiée. A noter que plusieurs événements similaires ont été constatés ces dernières années, le précédent s'étant produit en janvier 2025.

La présence d'huile hydraulique en quantité importante dans le réseau des eaux pluviales de manière récurrente est anormale et dénote un manque de maîtrise dans le process et une négligence de la part de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant que les mélanges eaux/huiles issus de nettoyages ou de maintenances doivent être traités comme des déchets. Une instruction devra être formalisée et diffusée en interne en ce sens.

En outre, l'exploitant justifiera dans les meilleurs délais:

- de la réparation de la fuite d'huile hydraulique constatée dans la galerie technique,
- du remplacement effectif du flotteur/obturateur du séparateur d'hydrocarbures et de l'installation du détecteur de niveau d'huiles.

Enfin, compte tenu des événements récurrents ayant conduit à un rejet d'huiles hydrauliques à l'extérieur du site, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif organisationnel de surveillance et d'intervention sur réseau de collecte des eaux pluviales, visant à prévenir tout rejet à l'extérieur du site susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été présenté en séance. Celui-ci, déjà examiné lors de la visite précédente, fait apparaître les secteurs collectés, les séparateurs d'hydrocarbures et les points de rejets. Certains éléments présents sur le plan semblent néanmoins ne plus plus exister sur le site (présence d'un séparateur d'hydrocarbure supplémentaire non identifié sur le site). De plus, comme évoqué au point de contrôle précédent, certains secteurs apparaissent comme collectés vers un séparateur d'hydrocarbures alors qu'ils ne le sont pas.</p> <p>Il apparaît que la gestion du réseau des eaux pluviales sur le site n'est pas maîtrisée. Les éléments fournis par l'exploitant lors de la visite (voir point de contrôle précédent) ne suffisent pas à justifier comment de l'huile hydraulique a été rejetée au réseau en quantité telle qu'elle a entraîné une pollution importante à l'extérieure du site.</p> <p>Une mise à jour du plan des réseaux semble nécessaire, au besoin à l'aide de moyens de détection, repérage et traçage par une entreprise compétente.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra procéder à une mise à jour du plan des réseaux des eaux pluviales du site, au besoin à l'aide de moyens de détection, repérage et traçage du réseau par une entreprise compétente.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Entretien des dispositifs de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une</p>

<p>fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après l'évènement précédent en date du 20/01/2025 au cours duquel le même type de pollution aux hydrocarbures avait été constaté, l'exploitant avait fourni à l'inspection les justificatifs de curage des réseaux du site et de nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures réalisées en date du 31/01/25.</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a fourni à l'inspection le justificatif de curage du séparateur d'hydrocarbures incriminé réalisé le 06/03/2026.</p> <p>L'inspection relève que, malgré l'entretien récent du réseau de collecte des eaux pluviales et des dispositifs d'entretien, des quantités importantes d'huiles hydrauliques pénètrent dans le réseau des eaux pluviales du site jusqu'à saturation de celui-ci et rejet à l'extérieur du site, sans que l'exploitant ne puisse justifier ou expliquer ces rejets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des évènements récurrents qui ont conduit à un rejet d'hydrocarbures dans l'environnement et en sus du dispositif organisationnel de surveillance du réseau des eaux pluviales à mettre en place par l'exploitant, évoqué au point de contrôle précédent, l'exploitant adaptera la fréquence d'entretien du réseau et des dispositifs de traitement (à minima semestriel).</p> <p>Les nouvelles dispositions de surveillance et d'entretien du réseau des eaux pluviales seront formalisées dans le protocole d'entretien des réseaux et devront permettre d'anticiper un engorgement de celui-ci afin d'y intervenir au plus vite.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 4 : Rapport d'incident ou d'accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Télédéclaration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire</p>

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

« La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité. »

Constats :

L'exploitant a réalisé la télédéclaration de l'incident le 09/03/2026. La quantité de matières rejetées a été évaluée à 1 tonne par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite